

**Du Bon Révolutionnaire au Bon Libéral ?
A propos d'un étrange caméléon latino-américain.**

Travail présenté lors du
Colloque Sciences Po/El Colegio de México,
"Del populismo de los antiguos al populismo de los modernos",
El Colegio de México, México,
21-22 Octobre 1999.

Javier Santiso

Research Fellow
Sciences Po (CERI/FNSP)

Résumé:

Lors des deux dernières décennies, les cadres de références de l'économie politique en Amérique Latine se sont considérablement transformés. La Démocratie et le Marché sont devenus les nouveaux référentiels des discours latino-américains, se substituant aux concepts de Révolution et d'État. Mais, au delà d'une simple permutation ou inversion de paradigmes, cette évolution peut-être interprétée comme l'émergence non seulement de nouveaux cadres référentiels mais aussi d'un nouveau style d'économie politique, davantage possibiliste qu'utopiste, un style dont la dimension téléologique serait moins saillante. On assiste en définitive à l'émergence d'une politique du possible, plus humble, moins projetée vers le futur et davantage centrée sur le présent. Sur l'ensemble du continent, la démocratie n'est plus seulement un horizon d'attente, un avenir inscrit sur les agendas politiques. Elle est devenue un champ d'expériences qui se sont multipliées avec les démocratisations. De même le marché n'est plus le tabou absolu des uns ou le totem tout aussi absolu des autres. A bien des égards, de l'Argentine au Mexique, les relents populistes de ces dernières années s'inscrivent dans le sillage de cette émergence d'une l'économie politique du possible. Dans d'autres pays au contraire, les expériences de ces dernières années se plaisent à souligner les limites de cette émergence. C'est le cas en particulier du Venezuela où l'utopisme continue d'imbiber les horizons discursifs du chavisme.

Il y a près d'une vingtaine d'années, un essayiste vénézuélien publiait un petit livre qui fit grand bruit, *Du Bon Sauvage au Bon Révolutionnaire*. Dans celui-ci, Carlos Rangel dénonçait les mythologies révolutionnaires et les illusions lyriques de tout un continent. Volontiers polémique, il s'en prenait notamment à la propension des Occidentaux à projeter sur cette région leurs propres désirs et à celle non moins grande des latino-américains de leur renvoyer l'image d'intellectuels et de guérilleros prônant une idéologie révolutionnaire de rigueur. Avec la diffusion du marxisme et de toutes ses déclinaisons, l'Amérique Latine, "fille du Bon Sauvage, épouse du Bon Révolutionnaire" était ainsi devenue la "mère prédestinée de l'Homme Nouveau" ¹, un lieu où les utopies, désormais inaccessibles pour l'Occident, restaient possibles.

Aujourd'hui, dans l'ensemble du continent, les cadres conceptuels et pratiques du politique se sont considérablement transformés. Intellectuels et dirigeants latino-américains se sont convertis au libéralisme et sur l'autel des croyances et des références, la Démocratie et le Marché sont venus se substituer à la Révolution et à l'État. Au total c'est tout un vocabulaire et une grammaire qui a disparu du répertoire politique et économique. Des vocables entiers comme ceux de la lutte des classe, de la planification économique ou encore de la stratégie de substitution des importations, ont été remplacés par ceux de consensus démocratique, de déréglementation économique et d'ouverture libre-échangiste. Cette conversion s'avère néanmoins problématique car au-delà de la question de savoir s'il s'agit d'un changement des cadres de références et d'actions, fruit de convenances ou de convictions, elle s'apparente à une inversion des valeurs et à une reconversion des intérêts ².

On peut se demander en effet si, pour de nombreux acteurs latino-américains, la Démocratie, perçue comme un horizon d'attente au sens de Koselleck ³, toujours à atteindre et sans cesse rétrocedant, ne s'est pas substituée à la Révolution, si elle n'en a pas en définitive aspiré la dimension téléologique. De même, le Marché en détrônant l'État comme régulateur du social et de l'économique, n'aurait en quelque sorte fait que prendre sa place dans la tradition totalisante de la pensée latino-américaine. Tout se serait-il passé en définitive comme si le Bon Libéral et le Bon Démocrate d'aujourd'hui étaient venus supplanter le Bon Sauvage et le Bon Révolutionnaire d'hier?

Plus étrange encore, du Mexique à l'Argentine, du Pérou au Venezuela, les dirigeants latino-américains de ces dernières années se sont avérés être d'étranges caméléons, se colorant un jour de teintes populistes pour s'habiller, au lendemain des élections, de tonalités outrageusement libérales. De tels caméléons, politiquement populistes et économiquement libéraux, sont venus ainsi démentir les plus subtiles analyses des économistes du MIT et de la Banque Mondiale. Dans les manuels de papier glacé, en effet, la macro-économie populiste ne s'accommode que difficilement des rigueurs peu tropicales du libéralisme ⁴. Et pourtant, en Argentine, le ménémisme aura fait danser

¹ Voir Carlos Rangel, *Del Buen Salvaje al Buen Revolucionario*, Caracas, Monte Avila Editores, 1982, p. 31.

² Sur les processus de reconversions mais aussi de falsifications des valeurs on consultera l'essai particulièrement stimulant de Timur Kuran, *Private truths, public lies: the social consequences of preferences falsification*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1995.

³ Reinhart Koselleck, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, pp. 307 et s.

⁴ Voir, en particulier, le remarquable ouvrage dirigé par Rudiger Dornbusch et Sebastian Edwards, eds., *The macroeconomics of populism in Latin America*, Chicago, University of Chicago Press, 1992. Pour une analyse par ces mêmes auteurs des transformations ultérieures, voir Rudiger Dornbusch, ed., *The open economy: tools for*

tout le pays au son d'un tango furieusement libéral. Plus au nord, le fujimorisme aura engagé le Pérou sur les sentiers lumineux mais escarpés de l'ajustement structurel. Quant au salinisme, non sans une syncope finale, il aura emballé le rythme cardiaque d'un PRI et d'un Mexique à bout de souffle, en accélérant le tempo de réformes brocardées de néolibérales. Dernier avatar de ce caméléon latino-américain, le Venezuela d'Hugo Chavez s'ingénie à répéter la transformation, même si, dans ce dernier cas, il se peut bien que l'averse d'injonctions révolutionnaires, ne se dissipent pas d'aussitôt. Quel est donc cet étrange caméléon qui arpente les Amériques et s'accommode de tous les climats du continent ?

Du marxisme au libéralisme ou la valse des paradigmes.

L'Amérique latine est un continent des extrêmes. Il s'hérissé d'extrêmes violences et d'extrêmes beautés, d'injustices effroyables et de fortunes baroques. C'est également un continent qui a été soumis, au cours du siècle, à de hautes pressions idéologiques. En Amérique Latine, en effet, la croyance en une rationalité surplombant le social et susceptible de le façonner a été omniprésente. D'une décennie à l'autre, de nombreuses tempêtes idéologiques s'y sont ainsi levées, balayant les certitudes d'hier et emportant avec elles le limon des réformes à peine esquissées.

De fait, le continent, en l'espace d'une trentaine d'années, a été soumis à un véritable déluge de paradigmes et de modèles ⁵. Cette météorologie tropicale, faite d'averses soudaines et d'embellies tout aussi éphémères, a souvent été entretenue par les latino-américains eux-mêmes. Elle a été également souvent facilitée par les spécialistes étrangers, venus des quatre coins des sciences sociales découvrir les lois du changement dans des régions supposées moins complexes et plus malléables, des étendues assimilées à de gigantesques laboratoires à ciel ouvert, disponibles et offertes comme les grandes mines de cuivre qui colorent le sud du continent. Aussi, au cours des dernières décennies, c'est un véritable essaim de théories et de paradigmes qui s'est abattu sur la région. Ce déluge, comme l'a décrit Albert Hirschman s'est bien des fois accompagné d'expérimentations extrêmes, d'une certaine "rage de vouloir conclure", où les modèles rigides mis en oeuvre constituaient autant d'invitations à dessiner des alternatives sans clairs-obscur possibles, de tout ou rien ⁶.

De sorte qu'aujourd'hui, le libéralisme et le démocratismes affichés par nombre d'intellectuels et de dirigeants latino-américains, pourraient bien n'être que le prolongement de la tendance précédente, un épisode supplémentaire dans ce chassé-croisé de paradigmes. Cette conversion ne

policy makers in developing countries, Oxford, Oxford University Press, 1998; et Sebastian Edwards, *Crisis and reform in Latin America: from despair to hope*, Oxford, Oxford University Press, 1995.

⁵ Voir Albert Hirschman, "The search for paradigms as a hindrance to understanding", *World Politics*, n° 3, Vol. 22, avril 1970, p. 335.

ferait en définitive qu'illustrer une fois de plus la perméabilité et la célérité avec laquelle les pensées et les idées sont intégrées en Amérique Latine pour devenir, dans leur radicalité même, une forme de résolution des problèmes pseudo-créative. Autrement dit elle ne serait qu'une illustration de plus de cette manière de penser et de faire l'économie politique à travers le prisme de paradigmes qui articulent lois du changement et horizons futurs toujours radieux.

Aujourd'hui, l'ensemble des acteurs et des observateurs de la région s'accordent pour souligner combien, en l'espace d'une vingtaine d'années, disons depuis la date de la publication du livre de Rangel, l'univers conceptuel du continent s'est transformé. A cette époque, la Révolution et l'État étaient les concepts incontournables du paysage idéologique, tout bon latino-américain vivant étant, en pensées, en actes ou en discours, un Bon Révolutionnaire. De même, dans la sphère économique, le développement de la région était inconcevable sans l'appui de l'État, moteur et acteur indépassable. Quant à la démocratie, elle était alors "formelle" ou "armée", toujours conceptuellement adjectivée et politiquement instrumentalisée, pensée à gauche comme un moyen et à droite comme un subterfuge. Cubaine ou chilienne, sociale ou libérale, la révolution était la matrice qui portait la vision du monde latino-américaine, le prisme également à travers lequel le monde voyait et voulait voir ce continent.

Désormais, la libéralisation économique et la démocratisation politique ont fait leur chemin, drainant avec elles tout un nouveau vocabulaire et une nouvelle grammaire politique dont le Marché et la Démocratie forment en quelque sorte l'abécédaire. Dans le domaine économique, au delà des succès et des échecs, ce qui retient l'attention c'est le zèle et la célérité avec lequel les politiques de libéralisation ou de privatisation ont été menées. En matière de privatisations par exemple, à la suite du Chili, pionnier en ce domaine dès 1974, l'Argentine a engagé un programme audacieux quinze ans plus tard, réalisant quasiment une première mondiale en déréglementant les services postaux. Plus au nord, au Mexique, le nombre d'entreprises publiques a été, en peu de temps, divisé par cinq, celles-ci passant de plus d'un millier au début des années quatre vingt à moins de deux cent aujourd'hui. Au total, en 1992, l'ensemble de la région comptait pour 35% du total mondial en valeur d'opérations contre seulement 6% en 1988, faisant de l'Amérique Latine l'une des régions où les privatisations furent les plus rapides et les plus profondes.

De même, en matière d'ouverture commerciale et de libre-échange, le continent a vécu à un rythme soutenu, comme l'indique la prolifération d'accords bilatéraux et multilatéraux ces dernières années. L'un des plus remarquables est indéniablement celui du Mercosur, signé à Asunción en 1991 par les pays du Cône Sud et ayant vu officiellement le jour le 1er janvier 1995. L'exemple du Mexique est encore plus significatif, ce pays, en dépit d'une forte tradition protectionniste et nationaliste, a signé un Accord de Libre Échange nord-américain avec les États-Unis et le Canada, entré en vigueur le 1er janvier 1994. Il s'agit là d'un changement d'envergure, à l'ancien paradigme de la stratégie autocentrée, dite de substitution des importations, succède une stratégie, singulièrement dynamique, d'ouverture et d'insertion positive dans les échanges mondiaux. Signataire du GATT en 1986, le Mexique est ainsi devenu le seul pays du sous-continent à avoir conclu un tel accord avec

⁶ Albert Hirschman, *Journeys toward progress*, New York, Twentieth Century Fund, 1963.

les nord-américains, le seul également à être membre fondateur de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) et à avoir été admis en mai 1994 dans l'un des autres du libéralisme de cette fin de siècle, à savoir l'OCDE.

Ces politiques économiques ont été conduites par une génération nouvelle d'hommes qualifiés parfois trop rapidement de technocrates, mais qui, de l'Argentine de Menem au Mexique de Salinas et de Zedillo, en passant par le Chili des Chicago Boys puis d'Aylwin et de Frei, ont souvent en commun une formation à l'extérieur de leurs pays, une vision économique moderne et ouverte du monde. Les exemples du mexicain Pedro Aspe, de l'argentin Domingo Cavallo ou encore du chilien Alejandro Foxley, formés au MIT ou à Harvard, et devenus Ministres de l'Economie et des Finances de leurs pays respectifs, illustrent bien cette relève générationnelle d'hommes partageant une certaine vision du monde valorisant tout autant le Marché que la Démocratie ⁷.

Le plus surprenant dans cette "grande transformation" latino-américaine réside néanmoins dans la persistance de figures davantage sorties des romans de l'époque du boom littéraire latino-américain que des manuels du parfait réformateur. En effet, la vitesse, l'ampleur et la profondeur des transformations subies par de nombreuses économies du continent n'auraient sans doute pas été possibles sans une conjonction extraordinaire de facteurs tenant tout autant à la détérioration rapide de conjonctures économiques (qui appelaient des changements de caps) qu'à l'émergence d'équipes économiquement habiles mais bénéficiant d'une ombrelle politique singulière : celles des caméléons populistes, anti-libéraux le jour des élections et néo-libéraux la nuit des réformes venues.

Le paradoxe apparent des conversions : Conversions stratégiques ou conversions idéologiques ?

Ces personnages, sortis tout droit d'outre-temps, habitent pourtant bel et bien cette fin de siècle. Nombre d'entre eux ont opéré d'extraordinaires retournements de veste et permis à leurs pays de tolérer les traitements de chocs imposés par la médecine néo-libérale. L'archétype de ce caméléon latino-américain est sans doute l'argentin Carlos Menem, qui aura su jouer tout le répertoire du gaucho argentin et engager à la fois son pays dans une des plus rapides transformations économiques du continent. Ainsi, les relents d'hier de l'autoritarisme, du populisme, du clientélisme ou des luttes armées révolutionnaires, semblent à la fois s'être dissipés et s'accrocher aux lambeaux des phraséologies d'hier. Faut-il dès lors comprendre que la conversion au délices de la démocratie et du marché n'est qu'en partie une façade, qu'elle n'est qu'une nouvelle mascarade destinée à leurrer, avec le masque du Bon Libéral, les investisseurs étrangers, qu'elle n'est endossée en définitive que pour assouvir les fantasmes des tribuns du libéralisme se désespérant de voir, enfin, leurs paradigmes s'incarner ?

Certes, la conversion à la Démocratie ou au Marché prend parfois des allures de permutation. Certaines trajectoires intellectuelles du continent montrent combien parfois l'adhésion à ces valeurs nouvelles est tributaire de calculs d'intérêts, combien ces adhésions pouvant en définitive s'analyser en termes de coûts et avantages. Du vénézuélien Ricardo Hausmann, hier à l'avant garde des luttes révolutionnaires, aujourd'hui économiste en chef de la plus grande banque de développement du continent au brésilien Fernando Henrique Cardoso, hier sociologue développementaliste, aujourd'hui père indétrônable du réal brésilien et président pour la seconde fois de son pays, on ne compte plus l'infléchissement des trajectoires.

Si pour certains, ces conversions résultent d'expériences sincères, il n'en va pas toujours ainsi. Comme le souligne Laurence Whitehead, les idées néolibérales ne sont souvent utilisées pour mieux voiler les stratégies de pouvoir. Et, comme pour mieux asseoir cette assertion, ce dernier note à propos des analyses d'un des néophytes libéraux, le péruvien Hernando de Soto, que "curieusement ce corpus d'analyses, vigoureusement anti-marxiste, est en fait souvent caractérisé par un déterminisme économique grossier (...) et, je pense, que les analyses de De Soto dérivent d'un marxisme vulgaire, substituant le secteur informel au prolétariat et l'État à la bourgeoisie" ⁸. Or de Soto, économiste et chef d'entreprise, fut aussi un des principaux diffuseurs de la pensée libérale dans son pays. Il a notamment fondé l'un des plus brillants think tanks d'Amérique Latine, l'*Institut Liberté et Démocratie*, lequel s'est efforcé de promouvoir les idées libérales en organisant notamment en 1979 et 1982 des symposiums internationaux où prirent part Hayek et Friedman ⁹. Ce paradoxe est également souligné par l'un des plus fervents défenseurs du libéralisme en Amérique Latine, à savoir l'écrivain et anciennement candidat à l'élection présidentielle du Pérou, Mario Vargas Llosa. Celui-ci, au cours des années quatre-vingt dix, à la suite de la défection de De Soto et de son rapprochement du Président Fujimori, n'hésitera pas à adresser de sévères critiques à son encontre: "Celui qui avait décrit avec tant de précision le système mercantiliste au Pérou avait fini par être son meilleur prototype. Nous qui l'avions propulsé - et d'une certaine façon inventé - nous devons lui dire sans ambages : nous n'avons pas la cause de la liberté, ni du Pérou, mais les appétits d'un apprenti Rastignac" ¹⁰.

Mais, le paradoxe n'est qu'apparent car ce qui se joue aujourd'hui en Amérique Latine est moins l'émergence d'un nouveau paradigme, qui serait appliqué dans toute sa rigidité conceptuelle, que le ralliement à une économie politique du possible, une économie et une politique davantage soucieuse d'éthique des conséquences que d'éthique des convictions. Le primat donné aux grandes théories semble en effet s'émousser, comme en témoigne l'infléchissement même de la pensée des grandes agences multilatérales, non seulement la Banque Mondiale, mais aussi et surtout, en Amérique latine, de la Cepal ou de la Banque Interaméricaine de Développement au profit de

⁷ Voir, pour une analyse détaillée des ces trajectoires, Jorge Dominguez, ed., *Technopols. Freeing politics and markets in Latin America in the 1990's*, University Park, Penn., The Pennsylvania State University Press, 1997.

⁸ Laurence Whitehead, "The alternatives to liberal democracy: A Latin American perspective", *Political Studies*, 1992, XL, Special Issue, pp.152 et 153 pour la citation précédente.

⁹ Economiste au GATT, conseiller de Fujimori et directeur de la Banque Centrale de Réserve du Pérou, Hernando de Soto fut en outre l'auteur d'un des essais latinoaméricains les plus vendus dans la décennie quatre-vingt, essai aujourd'hui disponible en français. Voir Hernando de Soto, *L'Autre Sentier: La révolution informelle dans le Tiers Monde*, Paris, La Découverte, 1994.

politiques économiques plus pragmatiques, plus soucieuses d'efficacité pratique que d'intégrité idéologique.

En effet, contrairement au paradoxe esquissé précédemment, les conversions au Marché ou à la Démocratie infirment cette idée d'une simple permutation de paradigme. Bien au contraire, les conversions de nombres d'intellectuels, d'économistes ou de politiques furent profondes et amples, nourries de déceptions et de désenchantements à l'égard des révolutions. De plus, les expériences de l'histoire réelle des autoritarismes latino-américains ont, et de façon concomitante à la désillusion révolutionnaire, renforcé les réévaluations de la Démocratie et du Marché. En ce sens, au delà des conversions stratégiques, obéissant à une pure dialectique des intérêts, il s'est agit bien souvent de conversions idéologiques, politiquement et intellectuellement assumées, ayant souvent impliqué de profondes et douloureuses autocritiques.

Ces conversions furent parfois précoces comme celles de Hernán Büchi, singulier Ministre de Pinochet, en charge des Finances de 1985 à 1989, auquel on prête des affinités de jeunesse avec le MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) ¹¹, mais qui très vite, dès son retour de Columbia en 1975, se tournera vers les libéraux de l'École de Chicago, qui commencent alors s'associer aux militaires. Elles furent souvent progressives, nourries par les faits de l'histoire réelle ou alors jalonnées de rencontres intellectuelles, d'épreuves et de doutes, comme l'atteste la trajectoire du Ministre de l'Économie de Aylwin, Carlos Ominami, lui aussi venu du MIR et politiquement né aux idées de Marché et de Démocratie à la suite du coup de 1973 ¹². La conversion du propre Vargas Llosa, longtemps proche des divers mouvements de la gauche révolutionnaire latino-américaine, s'étale ainsi entre 1970, date à laquelle éclate l'affaire de l'emprisonnement du poète cubain Heberto Padilla, et 1980, date à laquelle il découvre la pensée de Karl Popper, dont il deviendra, par la suite, un des principaux diffuseurs dans la région.

Les conversions comme expériences d'apprentissages et modifications des horizons d'attentes.

L'étude de ces conversions reste à faire. De nombreux auteurs ont certes souligné l'importance du facteur international, le temps mondial de la "démocratie de marché", ayant été largement à l'oeuvre dans cette transformation des cadres de références latino-américains. Mais au delà des facteurs exogènes, qu'ils soient internationaux ou nationaux, il est également possible d'accorder, comme l'invite Hirschman, "un plus grand rôle à l'appréciation critique par les gens eux

¹⁰ Mario Vargas Llosa, "Le poisson hors de l'eau, III", *La Règle du Jeu*, n° 8, Septembre 1992, p. 145, repris dans Mario Vargas Llosa, *Le poisson dans l'eau*, Paris, Gallimard, 1995.

¹¹ On s'appuie ici sur l'assertion de Barbara Stallings reporté dans Barbara Stallings et Robert Kaufman, *Debt and Democracy in Latin America*, Boulder, San Francisco et Londres, Westview Press, 1989, p. 190. A noter que dans l'autobiographie aux accents très volontaristes de Hernán Büchi cette période de sa vie est soigneusement éludée. Voir Hernán Büchi, *La transformación económica de Chile. Del estatismo a la libertad económica*, Santa Fé de Bogotá, Grupo Editorial Norma, 1993.

¹² Voir l'entretien à Santiago, le 28 mars 1994, avec Carlos Ominami.

mêmes de leurs propres choix et expériences en tant qu'éléments importants pour l'apparition de choix nouveaux et différents" ¹³. Une telle phénoménologie des engagements et des déceptions des différents acteurs permettrait d'appréhender ces changements de préférences non pas comme des processus d'apprentissages linéaires, affectés par les chocs successifs de l'histoire réelle, mondiale ou nationale, mais bien comme des itinéraires individuels soumis à des aléas de conjonctures et de conjectures.

Phénomènes d'apprentissages sur le tas, de *learning by doing*, pour paraphraser Kenneth Arrow ¹⁴, ces conversions seraient donc des expériences de changements de préférences, parfois précédés de changements de métapréférences ¹⁵, les acteurs se livrant à toutes sortes de ruses et d'attermoiements ingénieux avant de s'avouer à eux mêmes qu'ils sont bel et bien déçus. De plus les motivations comme les changements de préférences ne tombent pas du ciel, elles sont inscrites dans des contextes, économiques, culturels, politiques, particuliers qui varient d'un pays à l'autre. En outre, une telle modification des préférences n'est pas seulement rétrospective mais comporte également une dimension prospective. Ces processus d'apprentissage ont consisté essentiellement en des corrections et des éliminations d'attentes particulières, d'attentes désavouées, d'espoirs qui n'ont pas été comblés. On peut dès lors appréhender les démocratisations politiques ou les libéralisations économiques en Amérique latine également comme une succession d'attentes non satisfaites de la part des acteurs, un jeu répété d'actions et de réactions, de négociations et de coopérations, de conflits et d'accords, où les parties présentes s'ajustent et réajustent, en fonction des ressources, des contraintes et des contextes.

Cet horizon d'attente joue ainsi le rôle d'un cadre de référence, au sens poppérien du terme, où actions, observations et expériences prennent place et se voient conférer un sens ou une portée. A l'intérieur de ce cadre, les observations dérivées de l'histoire réelle peuvent s'avérer, de par leur saillance, particulièrement importantes et "dans certaines circonstances détruire le cadre lui-même, si elles heurtent à certaines attentes. Dans un pareil cas, elles sont capables d'avoir, sur notre horizon d'attentes, un effet comparable à celui d'une bombe. Cette bombe peut nous forcer à reconstruire, ou rebâtir, la totalité de notre horizon d'attentes" ¹⁶. Pour les acteurs des démocratisations et des libéralisations latino-américaines, celles-ci furent ainsi autant d'attentes conjecturales, de découvertes de nouveaux faits et de nouvelles possibilités, mises à l'essai par l'imagination ou par l'action, autant d'expériences vécues ou pensées qui ont constitué un apprentissage dont la méthode davantage tributaire de sélection que d'instruction par répétition.

Pour de larges segments des élites latino-américaines, le Démocratie et le Marché n'ont en effet été intégrés ou réintégrés qu'au terme d'attentes désavouées, celles par exemple de la révolution sociale et de la démocratie intégrale. De la même façon, pour de nombreux secteurs de la Démocratie Chrétienne au Chili ou pour les réformistes mexicains, par exemple, le Marché n'est

¹³ Albert Hirschman, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983, p. 19.

¹⁴ Kenneth Arrow, "The economic implications of learning by doing", *Review of Economic Studies*, Vol. 29, 1962, pp. 155-173.

¹⁵ Ces notions ont été largement développées par Albert Hirschman dans sa critique de la "théorie de la dissonance cognitive". Albert Hirschman, "Trois façons simples de compliquer le discours d'économie politique", dans Hirschman, *Vers une économie politique élargie*, Paris, Editions de Minuit, 1986, pp. 89-110.

venu s'intégrer dans le cadre des références, que parce que les observations indiquaient la prééminence du marché sur la planification étatique pour garantir les indices de croissance. L'adhésion est ainsi tout autant dérivée des observations que des convictions. Cette notion d'horizon d'attente permet alors d'appréhender ce qui a été au coeur des démocratisations et des libérations à savoir l'apprentissage, la découverte, voire la création et l'acquisition par les acteurs concernés, de nouvelles cartes cognitives et surtout de nouvelles modalités de faire de l'économie politique.

De l'utopisme au possibilisme.

La grande transformation latino-américaine de cette fin de siècle n'est pas en effet l'avènement du Bon Libéral. Il n'y a pas, comme on pourrait le croire, passage d'un paradigme à l'autre mais bien l'émergence d'un nouveau style cognitif. Autrement dit, on assiste à la faillite de l'idée même d'utopie politique et d'économie politique de l'impossible, la faillite d'un style cognitif dont la macro-économie du populisme tout comme le monétarisme puriste des Chicago Boys de la première heure n'ont été que des défenses et illustrations supplémentaires.

Ce à quoi l'on assiste en définitive, c'est à l'émergence d'une politique du possible, plus humble, moins projetée vers le futur et davantage centrée sur le présent, davantage soucieuse d'efficacité réelle que de pureté conceptuelle. Cette émergence consacre en particulier la faillite des convictions qui ont nourries la croyance au sacrifice salutaire des individus sur l'autel des grands idéaux de l'histoire, la faillite en définitive de cette idée, comme l'écrit le philosophe Isaiah Berlin "qu'il existerait quelque part, dans le passé ou l'avenir, dans une révélation divine ou le cerveau d'un penseur, dans les injonctions de l'histoire ou de la science, dans le coeur simple et bon d'un homme intègre, une solution ultime et définitive" ¹⁷. Au coeur des processus de démocratisation politique et de libéralisation économique en Amérique latine, il y a la reconnaissance, implicite ou explicite, des processus de conciliation des intérêts et des valeurs, toujours en conflits. Il y a l'idée que l'accomplissement de certains de nos idéaux peut, par définition, rendre impossible la réalisation d'autres idéaux, que par exemple, l'affirmation d'une justice pour les persécutés des dictatures peut comporter un risque non négligeable de perdre à nouveau l'acquis de la démocratie, que les thérapies de choc libérales pas plus que les médecines développementalistes ne permettent d'atteindre le nirvana du développement économique.

Cette émergence du possibilisme est saillante au sein des divers courants rénovés socialistes, en particulier chiliens, peu enclins par le passé à transiger ou à adopter des postures non maximalistes. Dans ce pays en effet les socialistes rénovés se sont engagés dans un profond et ample processus de rénovation politique, revalorisant à nouveau la démocratie formelle et délaissant une conception instrumentale de celle-ci, reconsidérant les lois du marché pour ce qu'elles

¹⁶ Karl Popper, *La connaissance objective*, Paris, Aubier, 1991, pp. 505 et s.

autorisent, davantage de développement, sans pour autant en ignorer les limites. Au delà du Chili, ce sont de très nombreux intellectuels latino-américains qui ont changé leurs évaluations de la Démocratie et du Marché. Comme l'a déclaré l'écrivain uruguayen Mario Benedetti, dans une affirmation qui tenait lieu de confession, "la gauche est en train de changer. Je crois qu'elle rejette les positions extrêmes, les postures radicales, la lutte armée. Et si des changements sont consolidés, ils ne seront pas radicaux, comme le furent ceux des révolutions castristes ou sandinistes, mais il s'agira davantage de changements possibles. Je crois qu'en ce moment la gauche est en train d'apprendre la science du possible" ¹⁸.

Ce changement n'est ni spécifique à la gauche latino-américaine, ni même complet ou achevé ¹⁹. Il s'inscrit en partie dans le cadre du processus de démocratisation politique et de libéralisation économique au cours duquel s'est expérimenté un apprentissage du possible, c'est-à-dire une dynamique d'ajustements et de réajustements des préférences.

A cet égard, la trajectoire chilienne est remarquable car dans ce pays, tout au long de la décennie quatre vingt, l'attitude des opposants et des gouvernants est devenue de plus en plus pragmatique car ils comprenaient chaque jour davantage que l'attache à l'éthique de la conviction les conduirait à cette chose autrement plus immorale que serait la reconduction d'un autoritarisme. Auparavant, durant les années soixante et soixante-dix, le radicalisme, à gauche comme à droite, du Bon Révolutionnaire était de mise. Le pays s'était ainsi transformé en un véritable laboratoire où, paradigme après paradigme, la politique consistait en un déploiement incessant de futurs, une suite indéfinie de ruptures. Que ce soient les politiques de la "Révolution en liberté" d'Eduardo Frei dans les années soixante que celles de la "Révolution sociale" d'Allende et de la "Révolution libérale" des Chicago Boys, toutes comportaient de fortes dimensions téléologiques et se configuraient selon une même matrice révolutionnaire et utopique. En ce sens, 1973 et les Chicago Boys des premières années de la Révolution néolibérale ne constituèrent pas une rupture mais bien un épisode supplémentaire dans la valse (ou la guerre) des paradigmes ²⁰. Ce n'est que dans les années quatre vingt, au gouvernement comme dans l'opposition, que l'ensemble des forces politiques s'orientent vers un réalisme politique accru, la crise de la dette et l'horizon plébiscitaire de 1988 agissant comme des aiguillons de cette transformation.

Ainsi, ce n'est qu'après la crise de 1982-1983 que le pays va s'orienter vers des politiques du possible, des réformes macro-économiques plus pragmatiques, moins projectives et davantage réactives. C'est à ce moment en particulier que, sous la pression des événements, la politique néolibérale menée par les économistes de Chicago, est infléchie dans un sens plus pragmatique, la

¹⁷ Isaiah Berlin, *Éloge de la liberté*, Paris, Calmann-Lévy, 1990, p. 213.

¹⁸ Mario Benedetti, "El encontrazo de dos mundos (Conversación con Mario Benedetti)" dans Sergio Marras, *América Latina. Marca Registrada*, Buenos Aires, Grupo Editorial Zeta, 1992, p. 210.

¹⁹ Dans une étude récente Jeffrey Puryear a ainsi montré que cette transformation si elle particulièrement spectaculaire au sein de la gauche chilienne affecte l'ensemble du spectre politique chilien. Jeffrey Puryear, *Thinking Politics. Intellectuals and Democracy in Chile, 1973-1988*, Baltimore et Londres, The Johns Hopkins University Press, 1994. Pour une mise en perspective de la trajectoire chilienne on peut se référer à l'essai de Kenneth Roberts, *Deepening democracy? The modern left and social movements in Chile and Peru*, Stanford, Stanford University Press, 1999. Pour une analyse de l'ensemble de la gauche latino-américaine, on peut consulter l'ouvrage de Jorge Castañeda, *Utopia Unarmed. The Latin American left after the Cold War*, New York, Alfred Knopf, 1993.

nomination de Hernán Büchi en 1985, à la tête des réformes, consolidant cette orientation idéologiquement plus souple. De même dans l'opposition, nombre d'acteurs politiques vont engager de profondes autocritiques. Parallèlement certaines fractions modérées du gouvernement, par convenance ou par conviction démocratique, adopteront des stratégies plus conciliantes et modérées, ouvrant ainsi la voie à une transition sans rupture qui culminera avec la défaite plébiscitaire de Pinochet en 1988.

Moins idéologiques et plus consensuelles, les politiques économiques actuelles reflètent désormais un style possibiliste, où les discours et les pratiques sont marqués par une certaine appréhension à l'égard des modèles préétablis et des violences idéologiques. Remarquable est, par exemple, la continuité avec laquelle les gouvernements démocratiques ultérieurs, ont assumé la politique économique du régime militaire ²¹. De même aujourd'hui, à l'instar du concept de libéralisme social forgé au Mexique, les politiques économiques chiliennes répondent à des logiques composites, où dimensions sociales et dimensions libérales interagissent, se complètent, se limitent. Aujourd'hui, le leitmotiv du gouvernement de Frei est de façon significative celui de la "croissance avec équité". Ce thème du social est de plus en plus prégnant sur l'agenda latino-américain comme le confirment le dernier rapport de la CEPAL, publié en 1990, ou encore la prochaine organisation en 1995 du Sommet du développement social, sous l'égide des Nations Unies, à Santiago du Chili.

Ce possibilisme n'est autre qu'une approche de l'économie politique dont l'essence, selon les propres mots de Hirschman, "consiste à trouver des moyens d'échapper à ces constructions trop rigides, et ce, dans chaque cas qui se présente" ²². L'utilisation de ce terme ne signifie pas cependant que les latino-américains souscrivent aux idées développées par Hirschman voilà plus de vingt ans. Pour la plupart, ils ignorent le nom même de celui-ci et quant bien même ils le connaîtraient rien ne laisse à supposer qu'ils s'en inspirent directement ²³. Il reste néanmoins que cette labélisation permet de conceptualiser les changements en cours, à savoir le passage de l'utopisme au possibilisme, d'un faire politique sous-tendu par une vision du temps valorisant le futur - ou le passé - à un faire davantage soucieux du temps présent. Le futur, en Amérique Latine, a cessé d'être l'horizon depuis lequel se construit le présent, le lieu du temps d'un jugement dernier qui serait formulé au regard de la fidélité à des paradigmes ou des modèles du réel.

Comme l'écrit Hirschman, l'évolution fondamentale qui se dessine aujourd'hui est bien celle du passage "de la confiance absolue en l'existence d'une solution radicale des problèmes économiques et sociaux à une attitude plus critique, plus pragmatique: de la certitude idéologique à une

²⁰ Voir sur l'histoire des Chicago Boys le livre de Juan Gabriel Valdés, *Pinochet's economists: The Chicago School in Chile*, Cambridge, Mass., Cambridge University Press, 1995.

²¹ Sur l'économie politique chilienne, on peut se référer à l'ouvrage dirigé par l'économiste de la Banque Mondiale Guillermo Perry, ed., *Chile: recent policy lessons and emerging challenges*, Washington, DC, World Bank, 1999.

²² Voir Albert Hirschman, *A Bias for Hope*, New Haven, Londres, Yale University Press, 1971, p. 29.

²³ Il est remarquable de souligner qu'un écrivain comme le chilien Jorge Edwards plaidera tout au long de la décennie quatre-vingt pour "une politique du possible", en ignorant, comme il nous l'a confirmé, les écrits de Hirschman et n'ayant pas la moindre connaissance de leur existence (entretien avec Jorge Edwards, ambassadeur du Chili auprès de l'UNESCO, à Paris, le 17 novembre 1994).

investigation plus ouverte, éclectique et sceptique" ²⁴. Au niveau politique, les processus de démocratisation ont souvent été le fruit de pactes ou de concertations, c'est-à-dire de jeux coopératifs à sommes non nulles, faits de concessions mutuelles et de découvertes inédites de préférences. L'intransigeance et la défiance idéologique ont laissé place à des espaces de transactions, où opposants et gouvernants transigent, principes et intérêts, afin de préserver l'essentiel et éloigner le risque d'être mis hors jeu, de ne plus pouvoir continuer à participer aux mises politiques.

Ce reflux de l'ardeur idéologique, feinte ou réelle, mais qui encadre les discours latino-américains, est perceptible au niveau des politiques macro-économiques où une mise en oeuvre moins rigide atteste "d'un nouvel esprit expérimentale de la part des économistes, des intellectuels et des responsables politiques latino-américains" ²⁵. Qu'il s'agisse des chocs hétérodoxes de lutte contre l'inflation, comme le furent les plans Austral et Cruzado, pratiqués en Argentine et au Brésil au milieu des années quatre-vingt, ou des politiques de "libéralisme social", "d'économie populaire de marché" ou de "croissance avec équité", prônées respectivement par le Mexique de Salinas, l'Argentine de Menem et le Chili d'Aylwin et de Frei durant les années quatre vingt dix, ces exemples illustrent bien la transformation du faire économique et politique latino-américain. Aux solutions structuralistes ou monétaristes, aux remèdes purement libéraux ou idéalement sociaux, sont désormais préférés des politiques économiques plus souples et composites (combinant parfois libéralisme économique et populisme politique comme dans les cas mexicains et argentins ²⁶). Qu'il s'agisse des privatisations, c'est-à-dire de redimensionnement du public et du privé, de l'État et du Marché en matière économique, des régimes de retraite ou de l'ouverture libre-échangiste, les politiques pratiquées, loin de s'encadrer dans des solutions de tout ou rien, plaident pour un certain gradualisme, l'option des réformes étant largement préférée à celles des ruptures.

De façon tout aussi significative, ce changement de vision du monde est patent dans la production de la CEPAL, la Commission Économique des Nations Unies pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, dont les rapports ont toujours eu un écho considérable dans le continent. Comme l'atteste l'un des premiers rapports de la décennie quatre vingt dix, l'accent est moins porté sur les handicaps structurels hérités de la "décennie perdue" que sur les opportunités qui se découvrent à l'issue de certaines politiques appréhendées comme autant "d'apprentissages douloureux" et "d'avancées" ²⁷. Ainsi, outre les traditionnelles et larges perspectives de long terme, de nombreuses études de cas sont insérées, études qui convergent toutes pour exposer, détails à l'appui, certains succès en matière d'éducation supérieure, de promotions d'exportations ou de restructurations industrielles. Comme le souligne le rapport, l'essentiel repose sur une nouvelle conviction selon laquelle "en dépit de graves obstacles auxquels se trouvent confrontés les pays de la région, il existe des voies pour les dépasser". "Pour la CEPAL qui possède une longue tradition de tableaux sombres de la

²⁴ Albert Hirschman, "L'économie politique du développement en Amérique Latine. Sept exercices de rétrospection", *Le Débat*, n° 46, Septembre-Novembre 1987, p. 172. Repris dans Albert Hirschman, *Un certain penchant pour l'autosubversion*, Paris, Fayard, 1995.

²⁵ Hirschman, 1987, op. cit., p. 172.

²⁶ Voir, pour une comparaison des deux trajectoires, Edward Gibson, "The populist road to market reform. Policy and electoral coalitions in Mexico and Argentina", *World Politics*, n° 49, avril 1997, pp. 339-370.

²⁷ On se réfère ici au rapport de la CEPAL, *Transformación productiva con equidad*, CEPAL, Santiago du Chili, 1990.

situation du continent", c'est, comme le souligne Hirschman, "un changement remarquable et la promesse de nouvelles ouvertures" ²⁸.

De plus, cette conceptualisation des changements en cours est confortée par le fait que, dans des pays aussi différents que le Mexique, le Chili ou le Brésil, pour ne citer que ceux-là, des acteurs politiques de premier plan ont côtoyé cette pensée du possible. Qu'il s'agisse du Président mexicain, Carlos Salinas de Gortari, du Ministre des Finances de Aylwin, devenu aujourd'hui Président de la Démocratie Chrétienne, Alejandro Foxley, ou encore de Fernando Henrique Cardoso, plusieurs fois Député et Ministre, avant de devenir Président du Brésil en octobre 1994, ils ont tous de près ou de loin côtoyé la pensée de Hirschman. Le premier pour avoir été son élève à Harvard ²⁹, le second pour avoir bénéficié de son appui lors de la création de l'un des tous premiers "think-tanks" de l'opposition chilienne au milieu des années soixante-dix ³⁰ et le troisième enfin pour en être un lecteur assidu ³¹.

L'itinéraire intellectuel et politique d'une personnalité comme Fernando Henrique Cardoso confirme d'ailleurs, s'il le fallait, que ces conversions au marché et à une certaine idée démocratique, insistant davantage sur la dimension procédurale que sur celle de l'idéal, peuvent difficilement être réduites au strict jeu des intérêts ou des convenances. Sociologue, Cardoso a été connu et reconnu pour ses écrits sur le développement dans la lignée de la théorie de la dépendance fortement inspirée du marxisme et du cépalisme. C'est à cette époque que ce fils de général et descendant d'une grande famille brésilienne se détachera du Parti Communiste Brésilien. Par la suite, parallèlement à l'ouverture politique du régime militaire, Cardoso opérera un déplacement de sa problématique théorique, la démocratisation venant occuper l'essentiel de ses travaux au détriment de la dépendance. Dès 1975, il s'engage activement au sein du parti socialiste brésilien (P.M.D.B.), est élu sénateur suppléant trois ans plus tard et sénateur titulaire en 1982. A cette époque, les références à la dépendance, à la lutte des classes ou à l'exploitation impérialiste se dissipent avec les brumes des régimes autoritaires. Les emprunts marxistes s'évanouissent, de nouveaux objets d'intérêts comme les entrepreneurs apparaissent mais surtout l'idée de Marché et de Démocratie sont fortement réévaluées et revalorisées par le sociologue. Ainsi au cours de cette décennie, en faisant lui-même l'expérience de la démocratie comme homme politique, Cardoso abandonnera tout projet de

²⁸ Albert Hirschman, "Un sage et salutaire abandon. Les événements de l'Est et les Pays du Sud", *Esprit*, Novembre 1990, p. 64. Lors d notre entretien avec Gert Rosenthal, nouveau Secrétaire Exécutif de la CEPAL, celui-ci soulignera à plusieurs reprises l'influence de Hirschman sur l'évolution de la CEPAL, ce dernier ayant été d'ailleurs à plusieurs reprises invité au siège chilien. Entretien avec Gert Rosenthal, à Santiago du Chili, le 31 mars 1994.

²⁹ Entretien à México, le 17 janvier 1994, avec Miguel de la Madrid, Président du Mexique de 1986 à 1988, aujourd'hui Directeur du Fondo de Cultura Economica.

³⁰ Entretien à Berlin, le 27 juin 1994, avec Albert Hirschman. Alejandro Foxley reconnaîtra d'ailleurs lui même sa dette intellectuelle envers Hirschman en organisant un colloque et une publication lui rendant hommage. Foxley, McPherson et O'Donnell, eds., *Democracia, desarrollo y el arte de traspasar fronteras. Ensayos en homenaje a Albert Hirschman*, México, Fondo de Cultura Económica, 1989. Sur l'importance de l'oeuvre d'Hirschman en Amérique latine on pourra également consulter Javier Santiso, "Sobre el arte de los traspasos y de las autosubversiones: la economía del desarrollo a la luz de la obra de Albert Hirschman", *Revista de la CEPAL*, n° 70, 2000 (à paraître).

³¹ Le dernier livre d'Hirschman se trouve abondamment commenté dans l'un de ses derniers écrits, voir Fernando Henrique Cardoso, "Desafíos de la social-democracia en América Latina", *Leviatán*, été 1992, n° 48, pp. 63-82. Le ton de la conclusion de cet article est très "hirschmanien", Cardoso demandant aux sociaux-démocrates latino-américains de cesser "de croire en l'inéluctabilité de la Révolution rédemptrice (utopie pas toujours progressiste)" et de préférer, "plus modestement, croire en des changements progressifs qui puissent susciter des transformations favorables au peuple".

restructuration brutale de la société, toute représentation totalisante de celle-ci, faisant en définitive l'apprentissage du possible et des stratégies de rationalité limitée ³².

Passé impossible et futur improbable: Reconversion du passé et reconstruction du futur

Au Chili, comme ailleurs dans le continent, la période de ce que l'historien Mario Góngora a appelé "l'époque des planifications globales" ³³, semble donc être close. Le dépérissement des anciens paradigmes, marxisme, militarisme, populisme et protectionnisme (et aujourd'hui libéralisme et monétarisme ?), s'accompagne ainsi d'une vision du politique moins filtrée par le prisme des grandes théories. Elle atteste aussi, une évolution plus fondamentale et générale qui concerne le passage d'une confiance absolue en l'existence, à une attitude plus critique et ouverte, une pragmatique du possible où les certitudes idéologiques d'hier s'effacent au profit d'une pratique à la fois plus sceptique et éclectique. Une approche également où s'efface le penchant à externaliser les responsabilités. Une approche enfin où la tendance forte en Amérique Latine consistant à projeter dans d'autres lieux, réels ou imaginaires, l'explication des maux ou des bonheurs devient moins prégnante. En Amérique latine aujourd'hui les politiques économiques combinent plusieurs perspectives théoriques entre laissez-faire et dirigisme. On assiste ainsi à un reflux considérable des rhétoriques d'intransigeance et à une plus grande prudence voire réticence à l'application de modèles préétablis. Autrement dit, la bonne nouvelle latino-américaine en cette fin de siècle, est celle d'une région en voie de se débarrasser d'un fantôme qui l'a longtemps hanté, le fantôme d'une bonne théorie qui délivrerait les lois du développement et d'où se déduirait la pratique d'une formule simple et rationnelle, transposable des Andes à la Patagonie, valable à Brasilia comme à Mexico.

Certes, les stéréotypes et cadres de pensées forgés il y a plus de vingt ans restent vivaces. L'insurrection du Chiapas au Mexique a montré en particulier combien celui que *The Economist* a brocardé de Robin des Bois de la forêt lacandonne, suscitait de sympathies et réveillait les archétypes enfouis dans les mémoires, des attentes et des illusions que l'on croyait perdus. Soudain dans le temps mondial de la démocratie et du marché, ce temps du libre-échange et des urnes au sein duquel le Mexique du Président Salinas rêvait de s'insérer, avec la mise en oeuvre du NAFTA le 1er janvier, le Bon Révolutionnaire Marcos et l'EZLN ravivaient un autre temps, celui des Révolutions et des lendemains chantants. Avec cet épisode mexicain l'ensemble du continent mais aussi l'Occident s'est offert, comme l'a montré la couverture médiatique par certaines presses européennes, une bouffée où tiers-mondisme, indigénisme et révolutionnarisme communiaient de nouveau.

³²Pour une analyse détaillée de la trajectoire de Cardoso, voir la biographie de Ted Goertzel, *Fernando Henrique Cardoso: reinventing democracy in Brazil*, Londres et New York, Lynne Rienner Publishers, 1999.

³³ Mario Góngora, *Ensayo histórico sobre la noción de Estado en Chile en los siglos XIX y XX*, Santiago du Chili, Editorial Universitaria, 1987, pp. 246 et s.

Mais au delà, l'épisode du Chiapas, s'il révèle un passé toujours présent (et pas seulement celui des mythes mais aussi celui bien réel de la misère endémique de toute une région), montre néanmoins, dans son dénouement, combien l'univers conceptuel et concret du politique s'est transformé. Après les élections du 21 août 1995, le pays a choisit la voie non pas insurrectionnelle mais bien la voie institutionnelle, l'arène des urnes contre l'arène des rues, pour procéder à la démocratisation annoncée du pays. Ce que corrobore cet épisode mexicain, mais aussi le problème lancinant des procès contre les militaires au Chili, de la reconversion en Colombie, en Équateur, au Pérou ou encore en Amérique Centrale des guérilleros qui ont déposés les armes, c'est que l'ensemble du continent se trouve sous le feu croisé de deux temporalités: celle d'un passé désormais impossible et celle d'un futur encore improbable.

En effet, l'étau de ces deux temporalités semble aujourd'hui tenir le continent. D'un côté, le passé est problématique, on souhaite s'en extraire, oublier le visage des régimes autoritaires, des violences révolutionnaires et des misères endémiques. S'insérer dans les circuits financiers internationaux ou encore accélérer le débarquement des nouveaux conquistadores industriels sont autant de moyens de puiser des ressources pour sortir de l'ornière du sous-développement, et échapper par ce biais à cette temporalité du passé en intégrant le fameux temps mondial du premier monde. La gestion de ce passé se présente ainsi, à divers égards, sous la forme d'un dilemme qui attise les tensions entre l'éthique des convictions et l'éthique des conséquences: soit on oublie les exactions des régimes autoritaires et l'on assure ainsi la cohésion nationale (c'est la voie choisie par les pays du Cône Sud, notamment l'Uruguay, l'Argentine et le Chili), soit on les sanctionne au risque d'entamer la gouvernabilité des processus en cours.

Quant au futur il devient tout aussi improbable et problématique. Ce que l'on constate en effet aujourd'hui en Amérique Latine c'est précisément une crise du futur. Les horizons temporels du politique se sont rétrécis, les pays s'étant engagés dans des politiques économiques d'ajustements, davantage centrées sur le présent que projetées vers l'avant, des politiques économiques rivées sur des temporalités à horizons plus limités³⁴. Cette dévalorisation du futur constitue indéniablement une bonne nouvelle, même si une telle dévalorisation ne va pas sans problèmes. Bonne nouvelle car de différentes manières, comme le montre les politiques d'ajustements ou de rigueur budgétaire, ce qui prime c'est l'expérience pragmatique sur l'attente eschatologique, attente qui traditionnellement ne cessait de faire reculer le futur (l'avènement de la démocratie réelle ou de l'homme nouveau) dans un futur toujours plus lointain et fuyant. En lieu et place des âges d'or, passés ou à venir, semble désormais émerger un temps où le souci du présent est plus prégnant, un temps qui porte l'usure de ces attentes eschatologiques qui ont fait en grande partie l'histoire latino-américaine, histoire faite souvent de futurs radieux mais toujours hors d'atteinte. Ceci, pour un continent né comme utopie, c'est-à-dire à la fois comme lieu qui n'est pas mais aussi comme temps qui, lui, peut-être, constitue une nouveauté de taille. Aujourd'hui, les horizons les plus lointains ont cessé d'être prometteurs ou en tout cas chargés de promesses magiques. Voilà pour la bonne nouvelle.

³⁴ Voir Javier Santiso, "Los relojes y las nubes: tiempo y democratización en América latina y en Europa del este", *Política y Gobierno*, vol. 4, n° 1, premier semestre 1997, pp. 43-80; et Javier Santiso, "The fall into the present: the emergence of limited political temporalities in Latin America", *Time & Society*, vol. 7, n° 1, mars 1998, pp. 25-54.

Mais, ce brouillage du futur et le recentrage sur le présent comportent néanmoins des aspérités. En politique en effet, une offre s'articule toujours autour d'un futur à construire. Comme le souligne Max Weber, "l'affaire propre de l'homme politique" c'est précisément "l'avenir et la responsabilité devant le futur"³⁵. Le bâtir -même avec des horizons plus limités - constitue une des dimensions centrales du politique. Aussi, canaliser ce futur, l'articuler non plus sous la forme d'agendas fuyants mais plus définis et fermes, semble être le défi latino-américain actuel. Il s'agit désormais non plus seulement de reconversion du passé mais aussi - et peut-être surtout - de reconstruction d'un futur commun, d'un futur non plus utopiste mais possibiliste. Comme le souligne, l'ancien Ministre Ricardo Lagos, la seconde transition chilienne qui s'annonce est surtout celle qui doit faire face au futur, à cette dimension du politique qui s'est aujourd'hui sensiblement atrophiée: "Nous ne sommes plus en 1989. Notre problème aujourd'hui n'est pas la dictature. Notre problème c'est l'avenir du Chili"³⁶. En ce sens, l'harmonisation entre démocratie politique, croissance économique et équité sociale pourraient orienter cette flèche du temps latino-américain, flèche indiquant, comme l'a joliment et très justement écrit le sociologue chilien Norbert Lechner, un "présent omniprésent" sur lequel passé et futur projettent l'un leurs ombres et l'autre leurs silences³⁷.

De l'Orénoque à la Terre de Feu: Le dur désir de durer

Au delà des difficultés signalées, inhérentes à l'évanouissement d'un horizon de promesses en Amérique latine, il convient d'insister sur la multiplicité des trajectoires et des paradoxes. En effet, dans de nombreux pays du continent, l'émergence du possibilisme s'avère être multiforme et s'habille parfois d'un singulier drapé populiste.

Du Pérou à l'Argentine, du Brésil au Venezuela, les années quatre-vingt dix ont été les années du retour de leaders plus ou moins charismatiques, pratiquant tout autant l'effusion que la confusion des sentiments, l'appel au peuple, aux plus démunis, à tous ceux sans terres et sans espoirs, qui attendent que Godot vienne les délivrer d'un temps sans horizons. Ces mêmes dirigeants sont devenus des maîtres du trompe l'œil et du volte-face. Une fois élus, ils mettent en oeuvre d'amples thérapies libérales, illustrant à leur manière le pragmatisme latino-américain de cette fin de siècle. L'opportunisme électoraliste cède la place au réformisme et le gant de velours populiste une fois jeté dévoile une redoutable main de fer libérale. Le néo-populisme de ces dernières années s'invente ainsi comme une déclinaison inavouable de la grande transformation latino-américaine, une singulière autosubversion possibiliste des années de hautes marées idéologiques.

Qu'il s'agisse de Carlos Menem en Argentine, d'Alberto Fujimori au Pérou ou encore d'Hugo Banzer en Bolivie, la séquence s'avère être, à quelques variantes près, toujours la même:

³⁵ Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959, p. 168.

³⁶ Ricardo Lagos, "L'autre transition chilienne", *Libération*, Mercredi 15 Décembre 1993, p. 9.

³⁷ Norbert Lechner, "Las sombras del mañana", *Colección Estudios CIELAN*, n°37, juin 1993, pp. 69-75.

campagnes électorales anti-establishment et anti-libérales puis, volte face, et lancement, souvent à grande vitesse, de trains de réformes à faire pâlir tout conducteur de convoi monétariste. Une fois la pilule amère avalée par la population, l'essentiel devient, pour le funambule populiste, de maintenir son équilibre dans les sondages et parfois, pour ces maîtres dans l'art politique de durer, de se faire réélire. Autrement dit, leur ligne de conduite fondamentale est bel et bien d'en appeler au peuple, de s'en remettre à lui, en tentant de combler le plus longtemps possible ses attentes, mais en gardant toujours en vue le dur désir de durer, autrement dit de concilier tactiques de court terme et stratégies de plus long terme. De la tension entre ces deux temporalités, naît une gestion singulièrement pragmatique, zizagant entre un registre d'économie politique populiste (promesses de bénéfices redistributives immédiats indolores à terme) et anti-populiste (lissage du coûts des réformes entre secteurs différents secteurs en conflit).

A mi-chemin entre le gouvernement démocratique, *pro-tempore*, toujours enchâssé dans des bornes temporelles prédéfinies, et le gouvernement autoritaire, qui n'aspire qu'à s'abstraire des contraintes temporelles de la vie démocratique, le funambulisme néo-populiste s'inscrit dans un entre-deux temporel. Qu'il s'agisse de Menem ou de Fujimori, tous deux ont pratiqué les prolongations, même si tous deux savent qu'elles ne peuvent être indéfinies. Car ces leaders - tout du moins Menem - ne contestent aucunement en matière politique les ressorts fondamentaux de la démocratie, pas plus, qu'en matière économique, ils ne récusent le fonctionnement des lois du marché³⁸. Ils jouent sur deux registres temporels distincts: l'un court-termiste qui vise à faire avaler la pilule des réformes en agitant au besoin le mouchoir populiste et le second davantage rivé sur un horizon long, pointant résolument vers la réélection. Comme le soulignent, les études réalisées ces dernières années³⁹, ces mêmes leaders semblent avoir intégré un pari politique qui les distinguent résolument de leurs prédécesseurs: loin de parier sur la myopie populiste (stratégie court termiste de redistribution des rentes et des fonds publics afin d'obtenir le soutien de la population), ils parient au contraire sur l'ajustement structurel, conscients des coûts prévisibles à court terme, en termes d'emplois, de chutes salariales, mais également au fait que les populations ne sont plus totalement dupes des trade-off intertemporels. Les hausses salariales et les politiques budgétaires laxistes d'aujourd'hui ne présagent pas des lendemains meilleurs, ils génèrent les déficits de demain et, à la longue, des ajustements encore plus douloureux.

En ce sens, si l'on se réfère par exemple à l'Argentine, Menem n'est pas Peron, pas plus que le ménémisme n'est le péronisme. L'Argentine du tandem Menem/Cavallo a en effet mis en oeuvre une des réformes les plus amples expérimentée ces dernières années par un pays latino-américain, n'hésitant pas à abandonner des pans entiers de sa souveraineté monétaire lors de la mise en place en 1991 du currency-board, véritable camisole de force visant à juguler l'hyperinflation et à empêcher le gouvernement de monétiser son déficit, autrement dit de s'adonner à une macro-

³⁸ Sur le cas péruvien on se référera à John Crabtree, *Fujimoris Peru: The political economy*, Washington, DC, Brookings Institution, 1998.

³⁹ Voir en particulier les travaux de Susan Stokes, Adam Przeworski et Jorge Buendia Laredo, "Opinion publica y reformas de mercado: las limitaciones de la interpretacion del voto", *Desarrollo Economico*, vol. 37, n° 145, avril-juillet 1997, pp. 31-56; ainsi que l'ouvrage d'Adam Przeworski, Susan Stokes et Bernard Manin, eds., *Democracy, accountability and representation*, Cambridge, Mass., Cambridge University Press, 1999.

économie populiste, à une économie politique de l'impossible en matière budgétaire.⁴⁰ Ce tandem a été redoutablement habile dans l'art de faire passer la pilule amère de l'ajustement structurel, jouant à la fois du registre populiste (à usage interne) et de celui technocratique (à usage externe). Il a soigneusement évité de succomber au chant des sirènes et à la myopie populiste, en ménageant les concessions et en préservant, pour Menem tout du moins, les perspectives de réélection et ce jusqu'à la fin du ménémisme - ce n'est en effet qu'en 1999 que Menem renonce définitivement à la "re-réélection".

Parallèlement à la satisfaction des électeurs argentins, le ménémisme a également essayé de plaire à un autre type d'électeur, qui vote non pas avec un bulletin mais avec de la monnaie sonnante et rébuchante. Soumis, comme bien des Etats dans la région, à des contraintes fortes en matière de financement de la balance des paiements courants, et donc tributaire des flux financiers internationaux, l'Argentine de Menem a dû également séduire à grande échelle le peuple des investisseurs internationaux. Si l'expression n'était pas abusive on pourrait parler de populisme à double face, les funambules néo-populistes et libéraux, devant s'essayer à l'art difficile et délicat de satisfaire deux partenaires à la fois - et cela sans que jamais la légitime ne s'offusque des avances faites à la maîtresse. Ce jeu de confiance et de défiance a ainsi guidé en janvier 1999 l'appel au peuple high tech des marchés financiers internationaux lancé par Menem au moment de la dévaluation du réal brésilien. En janvier 1999, le Président argentin lance la campagne de la dollarisation afin de faire taire la défiance des marchés et se gagner à nouveau les faveurs des analystes et des investisseurs de Wall Street et des autres places financières internationales, inquiets de la *brasil dependencia* d'une économie argentine dont 30% des exportations sont dirigées vers le voisin brésilien. Très rapidement, les analystes des banques d'affaires et des fonds d'investissements feront le tri, s'appuyant sur cette campagne, au cours de laquelle le gouvernement argentin multipliera les road-shows à New York, à Paris et à Londres pour apaiser une éventuelle vente de défiance et inhiber les vellétés de *voice*, voir d'*exit* des investisseurs.

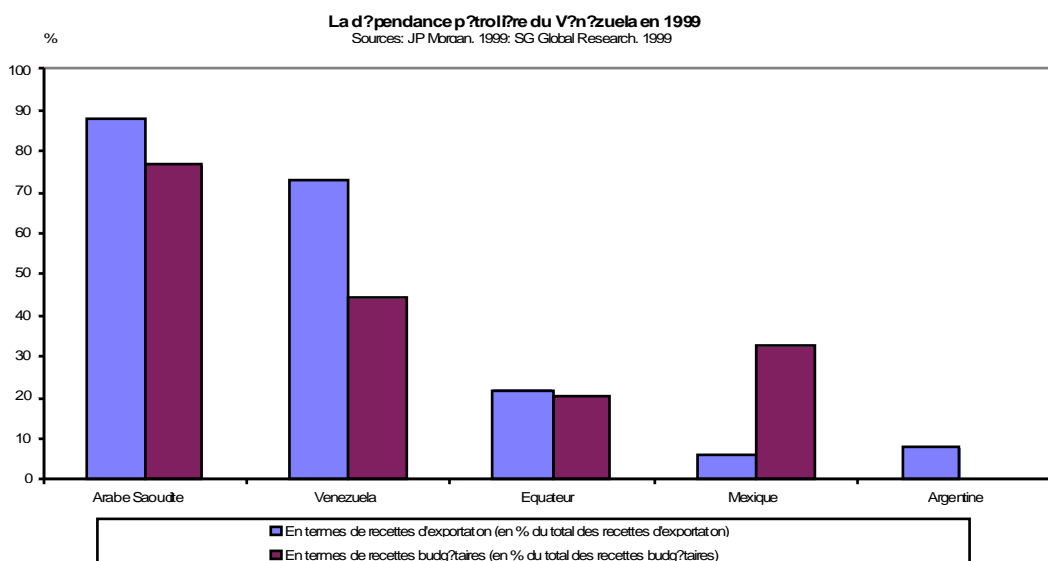
Hugo Chavez: le dernier des Mohicans ?

Si la trajectoire de l'Argentine sous Menem peut se décliner comme celle d'une expérience possibiliste, conciliant populisme politique et libéralisme économique, accordant davantage le primat à l'éthique de la responsabilité qu'à celle des convictions, il en va tout autrement du dernier bourgeonnement populiste latino-américain. Au Venezuela, en effet, la rhétorique populiste est omniprésente, mais, contrairement au voisin argentin, le nouveau maître des lieux, le président Hugo Chavez, n'a pas à affronter une situation comparable, en termes temporels, à celle que connaissait l'Argentine au début des années quatre-vingt-dix.

⁴⁰ Sur l'Argentine de Menem, voir l'essai de James Mc Guire, *Peronism without Peron: unions, parties and democracy in Argentina*, Stanford, Stanford University Press, 1999; et plus particulièrement l'économie politique des réformes argentines, l'essai de Juan Carlos Torre, "La política de liberalización económica de la administración de Menem", *Desarrollo Economico*, vol. 36, n° 143, octobre-décembre 1996, pp. 733-767.

En effet, lorsque Carlos Menem, candidat du parti justicialiste, accède à la présidence en 1989, il hérite d'une économie éprouvée, comme Chavez dix ans plus tard au Venezuela, avec cependant une différence de taille entre les deux pays: l'Argentine, contrairement au Venezuela, a subi un véritable choc macro-économique de grande ampleur. L'hyperinflation - qui atteint 3080% en 1989 - a entraîné une contraction drastique de l'investissement et de la croissance. Surtout elle a anéanti tous les horizons temporels, l'érosion monétaire sapant toute propension à se projeter dans l'avenir ⁴¹. Aussi, soumis à une extrême variabilité de l'accélération de l'inflation, les Argentins ont expérimenté un remarquable rétrécissement de leurs horizons temporels. Ainsi, dès 1985, la durée d'adossement maximale pour les opérations de crédit n'est plus que de 7 jours, contre 90 jours en période normale. A partir de ce choc temporel hyperinflationniste, toute dimension utopique, toute capacité de projection ou de projet, s'est trouvée entravée. Le pays était mûr pour endosser tout type thérapie, fût-elle de choc, susceptible de briser la spirale inflationniste. Au choc temporel de l'hyperinflation à ainsi succédé son remède: l'ajustement structurel et la mise en oeuvre d'une camisole de force, à savoir la Convertibilité. A partir de là les pendules de l'économie argentine ont été remises à l'heure, le tandem s'appuyant sur un "consensus de fuite en avant" ⁴², la légitimité de l'action menée se fondant non pas tant sur une improbable efficacité future des réformes que sur le désir profond des argentins d'échapper au trop certain et douloureux enfer du présent hyperinflationniste.

Au Venezuela, en dépit de la sévère crise économique qui frappe le pays, un tel choc temporel n'existe pas. La différence fondamentale entre les deux économies tient en effet à la variable pétrolière. Au Venezuela, comme dans nul autre pays des Amériques, la rente pétrolière a été à la fois une bénédiction et une malédiction. Elle a doté la nation d'une richesse incomparable mais l'a également exposé aux accoups de marchés pétroliers (le pétrole génère plus de 70% de exportations et près de 50% de ses revenus) (voir graphique).

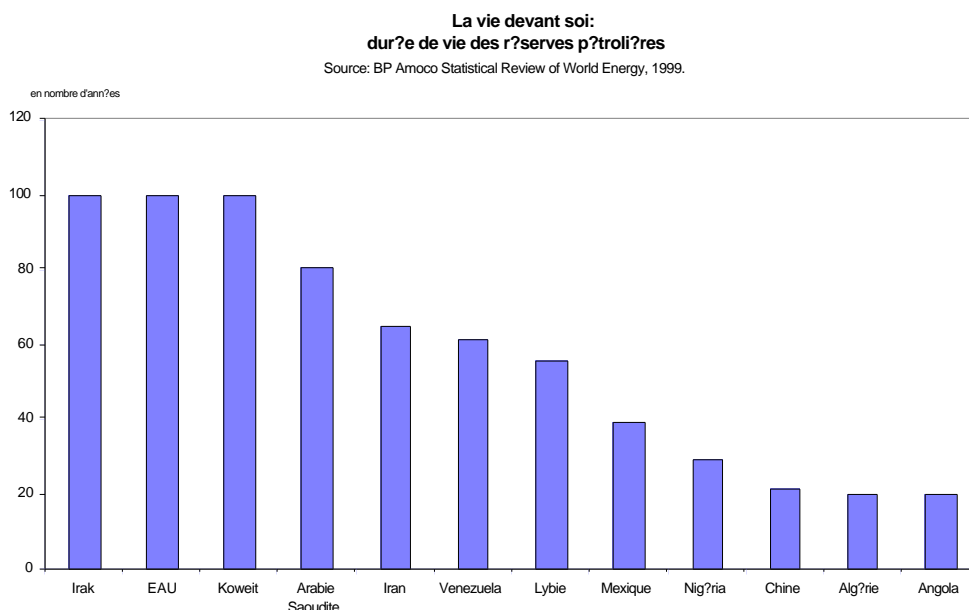


⁴¹ Sur les incidences temporelles, économiques et sociales, de l'hyperinflation, voir les stimulants travaux de Daniel Heymann et Axel Leijonhufvud, *High inflation*, Oxford, Clarendon Press, 1995; ainsi que l'article méconnu mais non moins stimulant d'Albert Hirschman, "La matriz social y politica de la inflacion: elaboracion sobre la experiencia latinoamericana", *El Trimestre Economico*, n° 187, juillet-septembre 1980, pp. 679-709.

⁴² Voir Vicente Palermo, "Moderate populism: a political approach to Argentina's 1991 convertibility", *Latin American Perspectives*, issue 101, vol. 25, n° 4, juillet 1998, pp. 36-62.

De fait l'économie subit périodiquement de violents coups d'accordéon, chaque dollar perdu ou gagné se traduisant par une perte ou un gain d'un milliard de dollars d'exportations, soit plus de 1% du PIB. Une telle rente confère aux gouvernants une certaine assurance en l'avenir, autrement dit un horizon temporel autrement plus long que celui de l'économie argentine. Aussi, au Venezuela contrairement à l'Argentine, le consensus de fuite en avant se fonde moins sur le rejet d'un passé douloureux que sur un éventail de promesses, sur l'espoir de lendemains qui chantent, d'un retour à l'âge d'or qu'ont connu les vénézuéliens, lorsque le boom pétrolier a transformé l'économie en un (éphémère) réalisme magique ⁴³.

Rappelons en effet que le Venezuela regorge de ressources pétrolières, la durée de vie de ses réserves étant estimées à plus de 60 années au rythme actuel de production (voir graphique). Avec un tel horizon temporel, difficile pour les dirigeants d'organiser des réformes drastiques ou un ajustement structurel politiquement et économiquement coûteux. Ajoutons que dans le cas de Chavez, la rhétorique des promesses ne peut qu'être confortée par la reprise des cours qui soulage non seulement l'économie mais éloigne également le spectre de faire passer des mesures trop impopulaires.



Sans doute le chavisme en est encore à ses premiers pas mais force est de constater que ses points d'appuis (et de fragilités) sont autres que ceux du ménémisme. Certes il partage avec le leader argentin une même volonté d'emballer le rythme de la transformation économique du pays en usant de tout l'arsenal disponible des référendums et des consultations (6 consultations en moins de 20 mois, les deux dernières étant celles du 21 décembre 1999 et de février 2000) ainsi que la voie express pour la mise en place d'une nouvelle constitution (le délai initial des six mois pour aboutir à

⁴³ Sur l'économie politique de la rente pétrolière vénézuélienne on dispose de très nombreux ouvrages et en particulier ceux remarquables de Fernando Coronil, *The magical state: nature, money and modernity in Venezuela*, Chicago, Chicago University Press, 1997; et celui, qui inscrit le cas vénézuélien dans une perspective comparative, de Terry

la rédaction d'une nouvelle charte ayant été réduite à quelques semaines). La question reste cependant ouverte: Chavez, à l'instar de Menem, après avoir mis le cap sur l'île aux sirènes et promis de goûter à leur chant, se résoudra-t-il à s'en écarter à temps et éviter les récifs de la macro-économie populiste ?

Le président Chavez s'adonne cependant au même jeu double de la séduction, dans lequel Menem, est passé maître, à savoir plaire à la fois à ses concitoyens tout en ne s'aliénant pas les investisseurs étrangers. Ainsi la phraséologie de la révolution chaviste se double-t-elle également d'un discours high tech, destiné à séduire les investisseurs ou en tout cas à freiner leurs velléités d'*exit* - un *exit* d'ailleurs pratiqué avec brio par les vénézuéliens fortunés, les actifs détenus par ces derniers à l'étranger étant estimés à plus de 20 milliards de dollars, soit 1/5 du PIB vénézuélien. Les résultats de ce dragage des votes financiers s'avère cependant moins convaincant que celui pratiqué par les Argentins à en juger par les réactions des opérateurs financiers et des agences de rating. De fait Moody's, loin de se laisser emporter par la vague d'enthousiasme chaviste de la campagne puis de l'élection présidentielle de décembre 1998, a confirmé dans la foulée de l'élection sa note souveraine réajustée à la baisse à deux reprises, le 22 juillet et le 3 septembre 1998 ⁴⁴.

Le renard, le hérisson et le caméléon

"Mieux vaut sûrement ne pas prétendre calculer l'incalculable, ne pas prétendre qu'il y ait un point archimédien en dehors du monde à partir duquel tout est mesurable et modifiable; mieux vaut employer dans chaque contexte les méthodes qui paraissent lui convenir le mieux, celles qui donnent (pragmatiquement) le meilleur résultat; résister aux tentations de Procuste".

Isaiah Berlin

Dans un de ses plus fameux essais, Isaiah Berlin proposait de distinguer deux idéaux-types d'esprits humains, ceux, hérissons, qui organisent leur vie et leur pensée en fonction d'une seule et unique vision centrale, une vision moniste du monde, et ceux, renards, qui ne cessent de

Lynn Karl, *The paradox of plenty: oil booms and petro-states*, University of California Press, 1997. Voir également l'ouvrage de César Baena, *The policy process in a petro-state*, Londres, Ashgate Pub., 1999.

⁴⁴ Voir rapports sur le rating vénézuélien de Moody's Investors Service du 11 Août 1998 et celui de janvier 1999.

multiplier les pistes, poursuivant plusieurs fins à la fois, souvent contradictoires, bifurquant ici et là, toujours guidés par une vision du monde pluraliste ⁴⁵.

La grande transformation de cette fin de siècle pourrait bien être ce basculement des esprits et des vies dans un monde désormais davantage peuplé de renards que de hérissons, dans un monde où aux visions unitaires et monochromes succèdent des visions plus éclatées et bariolées. Cette transformation n'est peut-être que temporaire car, comme l'explique le philosophe anglais, souvent le désir ardent des renards est d'atteindre la vision moniste, de voir ou revoir le monde avec les yeux d'un hérisson. Elle n'est sans doute que partielle, nombre de renards feignant d'être devenus des hérissons alors qu'ils n'ont fait que falsifier leurs préférences ou alors les permuter, en changeant le contenu mais non le contenant. Elle est par contre prégnante et remarquablement à l'œuvre en Amérique latine, une région où les idéologies du siècle, néo-marxistes ou néo-libérales, ont laissées grandes ouvertes les veines du continent et creusé parfois de profonds et violents cratères dans les réalités vives des économies et des sociétés du continent.

L'émergence du possibilisme en Amérique latine ne fait en définitive que participer à un basculement plus ample, tributaire de la chute du Mur de Berlin et d'une fin de siècle sceptique quant aux terres promises et aux lendemains qui chantent, une fin de siècle en définitive qui marque le reflux du messianisme et des grands projets téléologiques. Le plus remarquable de ce continent d'extrême occident est qu'il s'ingénie également à décliner toute la gamme des croisements possibles entre les renards et les hérissons, le caméléon néo-populiste n'étant en définitif que le surprenant et incongru rejeton du possibilisme latino-américain de cette fin de siècle. Bien entendu, on objectera qu'un tel croisement est impossible, que, de mémoire d'humain, on n'a jamais vu un hérisson s'accoupler avec un renard et encore moins enfanter un caméléon. Et pourtant la vie, celle de tous les jours, celle de la petite comme de la grande histoire, la vie toujours déborde notre imagination.

Aussi, lorsqu'elle souffle parfois les échafaudages (les échafauds ?) de nos belles théories et de nos grandes conceptualisations s'écroulent comme des châteaux de cartes. On peut alors se plaindre de ne pas réussir à enfermer à double tour ce débordement, à le saisir dans les mailles de nos concepts et de nos paradigmes. On peut aussi s'en réjouir. Se réjouir, par exemple, des démentis infligés par l'histoire réelle à nos manuels de macroéconomie dans lesquels il est écrit que la rencontre amoureuse entre le populisme et le libéralisme est théoriquement impossible. Dans la pratique pourtant, dans la vie économique et politique des Amériques, de telles rencontres ont bien eu lieu. Mieux, elles ont enfanté un surprenant et étrange caméléon dont les colorations ne cessent de déjouer les lois de la gravité académique et de décliner toutes les nuances de l'air du temps.

⁴⁵ Voir Isaiah Berlin, "Le hérisson et le renard" dans Berlin, *Les penseurs russes*, Paris, Albin Michel, 1984, pp. 57-118.